

• Mars 2016 • Numero 146 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Europe en Capilotade, France Aphasique,

Sacre Printemps !

Sommaire

*L’édito de Jean-Luc Gonneau : De l’effondrement européen aux hourvaris pré-présidentielles*

*- La gauche en questions. De fractures en bobos divers, la gauche a bien des soucis, par João Silveirinho*

*- Tribune : Le syndrôme Primaires, et que faire du poison présidentiel. Pourquoi et comment se débarrasser de la Ve république monarchique, par Marc Mangenot*

- ***Appel : Rallumons ensemble l’étincelle du Front de Gauche,*** *par* ***Les amis du Front de Gauche****, signé notamment par des dirigeants, actuels ou passés, du PCF (P. Cohen Séat, B. Dionnet, R. Leroy, F.Parny…), des philosophes (H. Pena-Ruiz, Y. Quiniou, L. Sève, A. Tosel…) des syndicalistes (P.Khalfa, L.Weber…), des universitaires, des écrivains et artistes (A. Foix, G. Mordillat…), lancien ministre Michel Duffour, la députée européenne M.C. Vergiat et… J.L Gonneau.*

*-* ***L’Iran, le retour,*** *ou comment l’antique Perse est redevenue un acteur important des enjeux au Moyen-Orient, par* ***Michel Rogalski****..*

*- Macron, casseur en chef. Emmanuel Macron s’attire, à gauche, bien des critiques, mais rarement aussi argumentées que celle que livre ici Yann Fiévet.*

*- Nouvelles courtes. Et c’est parti pour une autre courte (mais bonne ô combien) nouvelle d’Hervé Mesdon. L’humain (donc la littérature) d’abord !*

*- François le Mol, les pieds dans la bouse… Où Claude Soufflet nous donne un nouvel épisode de sa chronique de la cour du roi François*

*- Bonus : Les affiches de films détournées par le (très) facétieux Patrick Mignard.*

*Bonnes lectures.*

* Edito : De l’Effondrement Europeen aux Hourvaris Pré-Presidentielles

###### Par Jean-Luc Gonneau

*Pour celles et ceux qui n’avaient pas encore compris que le «rêve» européen n’était que poudre aux yeux pour masquer l’impitoyable appétit des «marchés» (comprendre : la finance spéculative, qui avance aussi sous un autre faux-nez, la «concurrence libre et non-faussée» –tu parles !), l’ignoble marchandage conclu avec la Turquie sur le dos des réfugiés syriens aura peut-être ouvert leurs yeux. Nous ne reviendrons pas ici sur les modalités techniques de ce marchandage, amplement, et plutôt bien, analysé par la presse. Seul espoir, cette usine à gaz, de plus juridiquement fragile, risque fort de ne pas fonctionner. Il demeurera, même dans ce cas, que l’Europe aura renoncé, sur le papier, à ses principes de générosité (il est vrai rarement mis en œuvre) et de fonctionnement démocratique, puisque l’accord a été de fait concocté par au plus trois pays, l’Allemagne, les Pays-Bas et la Turquie «pays sûr» à un attentat quasi quotidien, une embryon de guerre civile, qui embastille à tout va les opposants à son nouveau sultan. Et c’est avec ce pays, décidément « sûr », que l’Europe prévoit de reprendre les négociations pour une adhésion à l’Union européenne ? Après tout, elle n’est plus à ça près : en son sein même, des pays sont en train de réduire la démocratie à la portion congrue, la Hongrie avec entrain, la Pologne en tour de chauffe. Mais attention, hein, l’Europe leur fait les gros yeux, hein. Et alors ? Bin alors, rien, elle fait les gros yeux. Dans le scandale de l’accord avec la Turquie, nous avons pu admirer la modestie française : pas un mot plus haut que l’autre, pas un mot, d’ailleurs. Il aura fallu que le directeur de l’Ofpra, organisme d’état, annonce que son administration ne participerait pas à l’opération de reflux des réfugiés (considérée comme «contraire à ses valeurs») pour que la France conserve un peu de dignité.*

*Il est vrai que nos dirigeants, de la majorité comme de l’opposition, ont d’autres chats à fouetter.les calamiteux projets de révision constitutionnelle (vous savez, l’affaire de la déchéance de nationalité) et de «réforme» du code du travail, mais aussi, et surtout, l’échéance de 2017, la course à l’Elysée ayant déjà commencé. Beaucoup de candidats déjà déclarés, d’autres devraient suivre. Il s’agit d’une course d’obstacles. Pour certains camps, il y l’obstacle de la primaire, certaine à droite, possible pour une partie, à définir, à gauche. Pour d’autres, il y a l’obstacle économique, une campagne, ça coûte. Pour quelques-uns, l’obstacle mayonnaise, on se déclare, la mayonnaise ne prend pas, on se retire sagement. Pour au moins un, notoire, il y a l’obstacle judiciaire. Et pour tous, mais les «gros» le franchiront haut la main, l’obstacle des 500 signatures d’élus. Pendant la course, les coups bas ou tordus, ou les deux ne manqueront pas, les marchandages contre ralliements non plus. Au jour d’aujourd’hui, c’est à gauche que le patouillage est le plus évident, hors les frères pas vraiment amis NPA et Lutte Ouvrière, qui ont désigné les mêmes (ils ne seront pas les seuls) qu’en 2012, et le solo pas vraiment solo car des ralliements se manifestent, de Jean-Luc Mélenchon. le seul, ce qui devrait plaire à l’ami Marc Mangenot, qui propose une constituante et une 6e république qui ne soit plus présidentielle. Pour la suite de la course, on se tient au courant.*

* La Gauche en Questions

*Par João Silveirinho*

Si les aventureuses initiatives du gouvernement sur la permanence de l’état d’urgence, la déchéance de nationalité, la «réforme» du code du travail ont agrandi la fracture au sein du parti socialiste et, au-delà, de ce qu’il reste de son électorat, elles auraient du renforcer la difficile cohésion de la «gauche de gauche», unanime contre ces points. Il n’en est rien, car le « poison présidentiel », ainsi que le nomme Marc Mangenot dans ces colonnes, s’est instillé dans les débats. Pour certains, une « primaire de toute la gauche » est la solution. Sauf qu’une partie n’en veut pas (Mélenchon surtout) tout en voulant participer à la présidentielle, une pléiade de petits groupes prône le boycott de l’élection elle-même, et tous les autres ou presque sont en désaccord sur le périmètre de cette éventuelle primaire (en gros, la question est : Hollande, Valls, Macron et consorts sont-ils encore de gauche ? Bonne question, en effet). Autrement dit, la «primaire de toute la gauche» a quelques plombs dans l’aile.

L’initiative de Jean-Luc Mélenchon, discutable quant à la forme, moins quant au fond, a entraîné des réactions diverses. Les Verts, qui n’ont pas renoncé à avoir un(e) candidat(e) ( promis(e) à combien ? 2% ? 3%), l’ont mal pris. Le PCF est divisé sur la question, la majorité de sa direction, Pierre Laurent en tête, s’en est offusquée, suivie par une partie de la base pour laquelle une candidature du PCF est indispensable (promise à combien… ?). D’autres, notamment dans l’entourage de Marie-George Buffet, qui n’ont pas oublié la contre-performance de 2005, soutiennent soit ouvertement, soit à mots couverts, la proposition de candidature de Mélenchon. Cette divergence existe aussi parmi les signataires de l’appel (voir dans ce numéro) à relancer le Front de Gauche. Et si, au PS, seuls quelques militants, à ce jour, ont manifesté leur intérêt pour « JLM », on voit à ses marges se profiler des soutiens, tel la Nouvelle Gauche Socialiste regroupant d’anciens responsables nationaux ou fédéraux du PS, emmenés par l’économiste et ancien député européen Liêm Hoang-Ngoc. La «France insoumise» proposée par Jean-Luc Mélenchon prendra-t-elle son envol ? On verra bien, disons qu’elle n’est pas si mal partie.

Une autre question taraude les débats de la «gauche de gauche», celle du programme, qui, c’est bien connu, doit être élaboré à la base. Ce que proposent et les tenants de la primaire, et les tenants de Mélenchon (qui toutefois indique qu’une base de discussion pourrait être le programme de 2012, «L’humain d’abord», qui jeta les bases du Front de Gauche. Nous savons depuis 2005 que l’élaboration participative d’un programme est possible. La gauche de gauche y était parvenue, avec comme résultat final ahurissant d’avoir trois candidats à la présidentielle (les trois B : Besancenot, Bové, Buffet) défendant en gros le même programme. Espérons que cette fois…

* Tribune : Le Syndrome Primaire, et que Faire du Poison Presidentiel

*Par Marc Mangenot*

La gauche manque d’imagination. Je ne parle pas de ceux qui gouvernent. Ils n’ont même plus le vernis « gauche », bien qu’ils persistent à usurper leur appartenance au courant émancipateur.

**Primaire ?**

Dans un grand désarroi, une partie de la gauche s’engouffre dans une opération primaire. Avec en bandoulière la critique du présidentialisme. Quelle dérision. Ce fourvoiement fait peine à voir. Si ce n’était dramatique, il suffirait d’en rire pour convaincre que ce n’est même pas un truc de prestidigitateur pour faire sortir une gauche (laquelle) de la nasse en osier où elle est faussement dissimulée, ce que l’électeur appelé à la rescousse n’aperçoit évidemment pas. Cette gauche aurait la figure d’un homme ou d’une femme, personnage candidat qui incarnerait le renouveau et serait « choisi » au terme d’une joute, forcément triste et joyeuse en même temps. N’est pas illusionniste qui veut.

La question n’est pas simple dirait l’âne de Buridan. Mais qui peut croire à la pertinence d’une démarche qui conforte ce qu’elle prétend combattre : le présidentialisme, une constitution-carcan maintes fois remaniée de la pire des façons (le mandat de cinq ans avec élections législatives dans la foulée, modification pour se soumettre au traité de Lisbonne, en dépit de la victoire du Non le 5 mai 2005). Voilà un jeu politique spécieux et dangereux qui consiste avec la « primaire » (totalement primaire) à masquer ce fait terrible : la remise dans les mains d’une seule personne de pouvoirs exorbitants. Pouvoir dont l’usage est (de plus en plus mortifère) pour la démocratie, pour la sociale, pour le bien public. D’aucuns envisageraient même d’élargir le champ de l’opération au titulaire actuel du château et à ses affidés ! À croire que la recherche d’un sauveur (ou d’une salvatrice) serait un axe militant pour la gauche d’émancipation, et non pas un attribut de la droite jusqu’à son extrême, social-démocratie totalement dévoyée incluse.

**Sortir du piège**

Pourquoi donc vouloir entrer dans la campagne présidentielle ? Pourquoi en rajouter avec cette manière primaire qui fait prendre des vessies pour des lanternes ? Qui fait croire qu’avec une opération primaire préalable l’élection présidentielle réelle deviendrait démocratique ! Est-il possible de sortir du piège qui se referme à mesure que l’on s’agite comme l’animal pris au coller ? Est-il possible de briser le carcan anti-démocratique de la 5e République finissant dans la déroute ? La question est certes difficile, épineuse. Il me semble qu’il y a au moins une solution radicale susceptible de redonner l’espoir et de mobiliser : mener une campagne tambour battant, avec de multiples comités locaux, pour une 6e République ou pour une République sociale et démocratique. Mener cette bataille sans candidature à la présidentielle. En faire des Etats Généraux populaires, décentralisés, dont l’objectif serait de dire « non, on ne joue plus, assez de faux-semblants ». Refuser le simulacre pour discuter, élaborer ce que pourrait être un cadre démocratique. Toutes celles et tous ceux qui espèrent et souhaitent une politique sociale digne de ce nom, une politique culturelle pour le plaisir et l’émancipation de tous, une politique économique qui ne soit plus soumise au capital, une politique de relations internationales qui ferait de la paix, de la solidarité et de la coopération un axe essentiel, tous ceux-là devraient être convaincus que cette ambition n’a aucune chance d’aboutir dans le cadre constitutionnel existant.

L’autre aspect d’une telle campagne pourrait consister à organiser des débats pour des candidatures communes aux législatives, porteuses à la fois d’un programme du type éco-socialiste et d’une architecture démocratique pour une nouvelle constitution. Il y a déjà pas mal d’expériences dans l’histoire de ce pays et dans beaucoup d’autres, pour envisager sérieusement de redonner du sens à la construction collective, à la fabrique du commun. Bref, pendant que d’autres s’étriperont sur le terrain de la non-démocratie, il serait pertinent de mener une campagne de fond, de mobiliser, non pour entraîner les foules, mais pour leur donner la parole, pour permettre à chacun et à chacune de participer à une aventure politique nouvelle. Pour déterminer un cadre sans lequel toute velléité sociale serait vouée dans le meilleur des cas à rester dans la case « utopie ».

Cela suppose que des formes nouvelles du débat soient inventées, en s’inspirant, par exemple, de la campagne 2004/2005 (référendum TCE), mais aussi de la Grèce –en dépit du résultat présent, de l’Espagne, et même de 1789/1793 pour remonter plus loin. Cela suppose que toutes les questions soient ouvertes, investies, soumises à la réflexion, en informant, en échangeant, en ne fuyant pas les contradictions ni les questions difficiles, en donnant et en partageant des informations et des éléments de connaissance qui seraient autant d’éléments de construction collective dessinant une autre manière de faire société, loin de la doxa productiviste et de la théorie qui fait du profit l’agent moteur de l’activité économique voire, par prétention, de toute la vie sociale et civique. Pour cela rassembler est nécessaire. Rassembler sur la base d’un projet qui n’est pas à prendre ou à laisser, mais à construire, façonner, perfectionner durant la campagne. Irréaliste ? C’est à voir. Et avant de voir, à débattre.

**Populaire ne veut pas dire démocratique**

L’élection présidentielle est – en France, mais pas seulement- celle qui suscite la plus forte participation du corps électoral. Cet engouement devrait poser problème. Au contraire, c’est par ce fait moutonnier prétendument irrésistible que beaucoup estiment qu’il n’est pas possible de ne pas être présent à cette élection. Ce serait, pensent-ils, laisser le champ libre aux réactionnaires et autres conservateurs. La pensée dominante à gauche (gauche de gauche, gauche pour la transformation sociale) dit que nécessité fait loi, sans convaincre, ni être convaincue, d’où la force du discours électoral utilitaire. Le risque serait trop grand d’être balayé du champ politique. C’est vrai, mais la gauche (la gauche) n’y est déjà plus et a perdu beaucoup de ses capacités à penser et à s’organiser, notamment en participant sans recul vraiment critique aux campagnes présidentielles. Populaire ne veut pas dire démocratique. C’est là l’aspect le plus cruel et le plus mortifère du piège présidentiel. Participer à cette élection resserre encore plus le piège. Y ajouter une primaire aggrave l’emprise idéologique du système.

L’élection présidentielle est en effet au fondement d’un système qui consiste à chasser le peuple du terrain politique, à signifier l’insignifiance de la démocratie. De la démocratie, les groupes dirigeants coalisés (grande bourgeoisie et caste politique, pour le dire brièvement), en dépit de leurs rivalités, n’en ont nul besoin. Le marché et le pouvoir leur suffisent. Ils doivent cependant donner le change. Pour cela ils ont besoin de parader, d’organiser grand-messes, de faire croire au bon peuple qu’il est vraiment appelé à se prononcer. Ils invitent qui le souhaite à participer à tous ces simulacres. On achève bien les chevaux. Le tout dans un climat de concurrence plébiscitaire généralisée, de défaitisme, de désarroi, de fatalisme. Le fatalisme : « ils » ont tout fait pour l’installer dans les consciences. TINA (il n’y a pas d’alternative) n’est pas qu’un slogan, c’est une formule, pernicieuse, appliquée à tous les domaines du champ social et politique

Foin du collectif que des primaires ne sauraient effacer. Pire, en forme de leurre, elle l’éloigne encore plus. Tout le monde est appelé à jouer. Mais les dés sont pipés et, à la fin, « qui c’est qui gagne » ? Pas la démocratie, ni le projet émancipateur.

**Engager une bataille pour la démocratie, pour une constituante**

Participer à cette élection c’est courir le risque de renforcer le système combattu. Organiser des primaires est une illusion démocratique, une auto-duperie, une manière de conforter ce que l’on combat. Des candidatures sont déjà lancées. Certaines portent dans leur programme le projet d’une 6e République sociale, autrement dit un autre cadre constitutionnel pour la vie politique organisée sur des bases démocratiques. C’est par exemple le cas de Jean-Luc Mélenchon et du Parti de Gauche. Plutôt que servir d’alibi à un système anti-démocratique, ne vaut-il pas mieux, avec tout le mouvement contestataire porteur du projet éco-socialiste, engager dès maintenant, une insurrection démocratique, une immense campagne pour une constitution démocratique et sociale, pour un cadre novateur, pour le débat, l’innovation, la délibération, le contrôle ? Le temps presse. L’urgence n’est pas ou n’est plus de jouer à ce jeu mortifère. Le rythme électoral, présidentielle suivie des législatives, participe du piège excluant le peuple, lui faisant croire qu’il est souverain et que, de plus, il a le privilège d’élire le commandant suprême. Or, sauf erreur de lecture, « l’heure du peuple » programme-titre du Parti de gauche ne peut advenir si la bataille s’englue en tombant dans le guet-apens tendu par la 5e République et ceux qui s’en servent.

Une constitution ne vaut que par l’usage qui en est fait. L’Histoire regorge d’exemples montrant qu’une belle constitution peut servir de couverture aux pires ennemis de la liberté et du progrès social. Mais quand un texte constitutionnel est mauvais, c’est pire. C’est un verrou. Le cadre constitutionnel français actuel laisse peu de place pour l’exercice de la démocratie. Le marché, sa bible, y impose sa loi. Le pouvoir exécutif limite outrancièrement le pouvoir législatif. Réformer la constitution est un préalable. La réformer, c’est-à-dire la changer, en mobilisant l’énergie créatrice et l’intelligence collective du peuple est une condition *sine quoi non* pour recréer une gauche de transformations sociale, multiple, combative, puissante et, ce faisant, inventer une architecture démocratique à toutes les échelles et dans tous les espaces où se produit du commun.

* Appel : Rallumons Ensemble l’Etincelle du Front de Gauche

*Par Les Amis du Front de Gauche*

Nous, militantes et militants des organisations qui composent le Front de gauche, nous, citoyennes et citoyens engagés dans ce rassemblement d’un nouveau genre que nous avons patiemment construit depuis près de huit années, nous n’acceptons pas de voir réduit à néant ce qui constitue encore pour des millions de gens un peu de l’espoir qui a déserté la gauche et la politique.

Scrutin après scrutin, lutte après lutte, nous avons progressivement construit les bases d’une nouvelle gauche, courageuse, antilibérale, innovante, écologiste et défendant les libertés. Nous avons réussi à construire entre nous du commun, une culture, des pratiques. Ensemble, nous nous sommes donnés des élu-e-s. Nous avons conservé ou conquis des positions dans des villes, des départements et des régions. Nous avons surtout ranimé une flamme, et redonné enfin un prolongement politique à l’espoir d’un autre monde possible. Nous n’oublions pas ce qui s’est levé, de La Bastille au Prado : ensemble, nous sommes une force.

Mais à l’approche d’un moment politique essentiel pour notre pays, c’est la désunion qui prend une fois de plus le dessus. Après des mois d’atermoiements et d’hésitations, le Front de gauche risque de périr des divisions stratégiques et des compétitions de personnes ou d’organisations. Nous ne nous résignons pas à cette situation qui réduirait tous nos efforts à néant. Le Front de gauche doit vivre et se transformer pour devenir le moteur d’un large rassemblement, une grande force populaire et citoyenne, capable de bousculer un jeu politique désespérant et de redonner un sens à l’idée de gauche.

Nous appelons les organisations du Front de gauche et leurs directions à réagir pour lancer le mouvement. Dans tout le pays, tenons des assemblées citoyennes auxquelles nous inviterons toutes celles et tous ceux qui ont pris part aux combats du Front de gauche, ou qui veulent les rejoindre. Exprimons partout avec force notre volonté de dépasser ce qui nous divise pour affronter tous ensemble les échéances à venir. Vite, faisons-nous entendre !

*Pour signer : http://www.lefrontdegauche.fr*

* L’Iran, le Retour

*Par Michel Rogalski*

Longtemps écarté de la scène internationale comme acteur de poids, l’Iran est en passe d’y faire un retour remarqué. L’avènement, en 1979, de la République islamique succédant au régime du shah, avait marqué le début de l’isolement du pays et de l’ostracisme que lui témoignaient les puissances occidentales. Après plus d’une vingtaine d’années d’interventions

des États-Unis et de leurs alliés dans la région (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie) traduites par des échecs et le chaos, la situation est devenue tellement dégradée et incontrôlable qu’il n’est plus possible d’envisager un retour à un minimum de stabilité sans une implication, inimaginable hier encore, de l’Iran qui contrairement à toute attente a pu faire face douloureusement à des décennies de sanctions économiques et montrer, en accueillant les 120 pays participant au 16e Sommet des non-alignés en 2012, qu’on devait encore compter avec lui.

Ce retour reste hypothéqué par la conclusion d’un accord en cours de négociation avec les pays du groupe 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies + l’Allemagne). Elles portent sur une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien. Depuis les mandats de Clinton le problème est posé et confronte l’AIEA à l’Iran accusé de fait de violer ses engagements pris à travers son adhésion en 1968 au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Il lui est reproché, sous couvert de recherche scientifique à des fins civiles, de mettre en œuvre un vaste dispositif plus ou moins dissimulé lui permettant d’accéder à l’arme nucléaire. À l’ombre de ce contentieux se déroule une guerre de l’ombre menée par Israël et les États-Unis visant à retarder au maximum l’avancement de ce programme en recourant à des attaques informatiques et à l’assassinat systématique des scientifiques associés à ce projet. L’Iran nie totalement les intentions qui lui sont prêtées et a donné suite à des demandes d’inspection de l’AEIA largement plus intrusives que celles habituellement pratiquées par cette institution. Il revendique le droit à développer des formes d’énergie nucléaire à des fins civiles et scientifiques.

Depuis trente années différents types de sanctions sont imposés à l’Iran qui proviennent d’entités différentes : des États-Unis, des Nations unies et de l’Union européenne. Peu de pays en ont subi autant. Elles touchent des secteurs aussi divers que le pétrole, la finance, la santé et ont contribué à fragiliser l’économie et rendu difficile la vie quotidienne des Iraniens. À cela s’est ajoutée dans la dernière période la chute brutale du cours du baril de pétrole. Les négociations actuellement en cours à Vienne et qui se prolongeront au-delà de la date butoir du 30 juin initialement prévue sont d’une grande importance d’un double point de vue. Il s’agit tout d’abord du danger d’une prolifération nucléaire dont la crainte est fondée. Enfin, par-delà l’accord, ce qui est en jeu c’est la place de l’Iran dans la région et ses possibilités d’être un partenaire de stabilisation d’une zone qui s’enfonce dans le chaos, le seul à rester capable de contrer l’avancée des intégristes islamistes regroupés au sein de l’organisation de l’État islamiste ou s’en revendiquant. En clair la première victime d’un tel accord serait l’axe privilégié entre l’Arabie saoudite, les États du Golfe et les États-Unis. Le jeu des alliances s’en trouverait bouleversé, Washington considérant que l’entente avec les chiites doit dorénavant être recherchée, au grand dam de la Turquie, de l’Arabie saoudite, d’Israël (évoquant l’éventualité de frappes militaires) et de la France (durcissant les conditions), pays qui s’ingénient depuis l’accord-cadre d’avril 2015 conclu à Lausanne à pousser les actuelles négociations de Vienne à l’échec.

Son succès est menacé non seulement par les États cités mais également par des forces politiques tant en Iran qu’aux États-Unis. Le voyage de Benjamin Netanyahu en mars et son discours au Capitole ont montré la vive réticence d’une part de la classe politique américaine et le souci de Barak Obama d’agir avant la fin de son mandat, souci certainement partagé par le président Hassan Rohani. En Iran, des forces conservatrices et extrémistes, influencées par l’ancien président Ahmadinejad et une fraction des gardiens de la révolution, réticents à un axe Téhéran-Washington, s’emploient également à faire capoter tout règlement négocié. Le temps est révolu où, en 2002, Georges W. Bush incluait l’Iran dans l’«axe du mal» aux côtés de l’Irak et de la Corée du Nord. Il semble qu’à Paris on n’ait pas pris la mesure du chemin parcouru et qu’on reste attaché à de vieux schémas. L’accord est à portée de mains. Pour l’essentiel, il vise à brider le programme nucléaire des Iraniens en échange d’une levée des sanctions internationales. Après, tout est dans les nuances, mais elles peuvent être importantes. La levée des sanctions est inséparable d’un calendrier qui en fixe l’échéancier ou d’un mécanisme qui l’annule automatiquement en cas de manquement aux engagements pris. Les uns veulent une levée immédiate «au premier jour de l’application de l’accord», les autres la veulent plus progressive. Là où les uns parlent d’automaticité en cas d’inobservance, les autres suggèrent un retour vers le Conseil de sécurité où le blocage d’amis serait possible. Il reste des désaccords sur le caractère plus ou moins intrusif des inspections de tous les sites, notamment ceux qui sont strictement militaires, leur durée et le taux permis d’enrichissement de l’uranium, ainsi que le nombre de centrifugeuses tolérées. Barack Obama a considéré que la demande d’Israël d’inclure dans l’accord une reconnaissance «claire et sans ambiguïté» du droit à l’existence d’Israël, constituait une «erreur de jugement fondamentale». Ces négociations doivent s’apprécier également à l’aune du bilan de l’application du Traité de non-prolifération nucléaire.

Le TNP se propose d’empêcher la dissémination des armes et de la technologie nucléaires et à promouvoir le désarmement. À l’exception de trois pays – l’Inde, le Pakistan et Israël – le TNP s’est aujourd’hui universalisé. La fonction de tels traités à vocation universelle est toujours, après un certain temps de décantation, de braquer le projecteur sur les plus réticents qui d’une certaine façon s’auto-dénoncent. Outre la fonction pour laquelle il est créé, le traité marque d’emblée l’intentionnalité du non-signataire. C’est pourquoi certains États, plutôt que de rester à l’écart du traité – qui confère par ailleurs certains avantages – préféreront le signer quitte à ne pas le respecter. Ce fut le cas de la Corée du Nord et c’est ce dont est suspecté aujourd’hui l’Iran. Ainsi on peut tenter de proliférer à l’abri du traité – Corée du Nord, Iran – ou à l’écart du traité - Inde, Israël, Pakistan. La première posture sera considérée comme déloyale et pourra ouvrir la voie à des sanctions, alors que la seconde sera ouverte et légale car l’on ne peut s’obliger aux termes d’un accord que l’on n’a pas signé. Il reste qu’aucun État signataire n’a pu accéder au statut de puissance nucléaire, ou tout le moins le conserver. Ce qui constitue un beau succès pour le régime international de non-prolifération nucléaire institué par le TNP. Des continents entiers ont accepté d’être zone dénucléarisée, comme l’Afrique et l’Amérique latine. La situation de l’Iran situé à la charnière de l’Asie et du Moyen-Orient reste particulière. Cette région concentre des États nucléaires hors TNP (Inde, Pakistan, Israël), ou signataire (Chine), des pays en voie de démanteler (Corée du Nord), des pays du seuil pouvant en quelques mois accéder au statut de puissance nucléaire (Japon, Corée du sud). Les statuts et les trajectoires sont multiples et rendent la région disparate du point de vue du nucléaire. Aucune règle commune ne semble ainsi s’appliquer. Selon une déclaration de six anciens ambassadeurs de pays européens en Iran (*Le Monde* du 9-6-2011) « une majorité d’experts, y compris en Israël, semble plutôt estimer que l’Iran cherche à se poser en ˝pays du seuil˝ ». Un des points encore en discussion dans la négociation serait de savoir quel serait le délai raisonnable qu’il faudrait imposer à l’Iran pour passer de l’état de pays du seuil à celui de détenteur de l’arme nucléaire. Trois mois ? Un an ? Mais quelle que soit l’issue des négociations en cours, cela n’affectera pas le fait central, le retour de l’Iran sur la scène moyen-orientale et son affirmation comme puissance régionale incontournable dont la stabilité détonne dans le chaos environnant. Les Etats-Unis, qui ont offert contre toute attente de leur part une influence décisive à l’Iran qui se retrouve en protecteur de Bagdad et de Damas, n’ont d’autre issue que de renouer le dialogue avec le grand Satan d’hier quitte à fâcher Djeddah et Tel Aviv.

*Article paru dans la revue Recherches internationales : http://www.recherches-internationales.fr*

* Macron Casseur en Chef

*Par Yann Fiévet*

Il est dit souvent que les grands hommes qui marquent l’Histoire sont les produits fidèles de leur époque. S’il est trop tôt pour affirmer qu’Emmanuel Macron va vraiment imprégner l’Histoire socio-économique et politique de la France, il est en revanche déjà incontestable qu’il est le pur produit d’une remarquable conjonction : une ascension personnelle permise par le règne absolu de la méritocratie ; le renoncement du politique à contredire sérieusement la doxa économique néolibérale à l’œuvre depuis trente ans. Comme tous les personnages désireux d’atteindre les sommets l’actuel ministre français de l’économie dispose déjà d’une légende nourrie tout à la fois par les indiscrétions lâchées opportunément par l’intéressé lui-même et par la complaisance empressée de certains médias. Il est dès maintenant possible d’anticiper sur l’avenir : si la politique française laisse les coudées franches encore quelques temps à Emmanuel Macron l’Histoire pourra le consacrer comme le destructeur suprême du modèle social français. Osons un pari : le jeune ambitieux a été précisément nommé à Bercy pour endosser la responsabilité des réformes décisives dont rêve le tandem Hollande/Valls sans oser les assumer vraiment.

**Un certain brio monté en épingle**

Emmanuel Macron semble faire l'unanimité autour de lui. Tous ses collaborateurs parlent de lui dans la presse à l’écoute comme d'un homme "charmeur", "séducteur" et d'une rare éloquence. Décrit comme bouillonnant, surdoué, surnommé d'après le Monde le "Mozart de l'Elysée" lorsqu’il était conseiller de François Hollande au Palais, Emmanuel Macron serait donc un homme d'exception : un expert en économie, doublé d'un homme de lettres et d'un excellent pianiste (troisième prix du conservatoire d'Amiens). Il danserait même le tango avec brio, admire encore Le Monde. N’en jetez plus, la cour est pleine !

Au-delà des superlatifs outranciers, qui est donc vraiment « le petit macron », coqueluche des sondages et des gazettes ? Né en 1977 à Amiens, Emmanuel Macron est Énarque, inspecteur des Finances, a été banquier d'affaires chez Rothschild & Cie avant d’occuper la fonction de secrétaire général adjoint de la présidence de la République (de mai 2012 à juin 2014) et d’être, en août 2014, à 36 ans, intronisé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Manuel Valls II. Une telle trajectoire se doit d’être étudiée. Si elle doit quelque chose au mérite de son bénéficiaire elle doit surtout beaucoup à son origine sociale d’une part, à la qualité du système éducatif français d’autre part. Le père d’Emmanuel Macron est médecin et professeur de neurologie au CHU d'Amiens, responsable d'enseignement à la faculté de médecine de cette même ville tandis que sa mère est médecin-conseil de la Sécurité sociale. Sa scolarité semble avoir été un parcours sans fautes. Il a été, de la classe de Sixième à celle de Première, élève du lycée La Providence, un établissement privé catholique d'Amiens fondé par la congrégation des jésuites. Il est envoyé à Paris par ses parents au lycée Henri-IV pour suivre son année de Terminale. Il y obtient le baccalauréat S avec la mention « très bien ». Admis ensuite en Classe Préparatoire B/L - Lettres et sciences sociales, il échoue au concours d’entrée à l’École normale supérieure mais obtient plus tard un DEA de philosophie à l'Université de Paris-X - Nanterre. Diplômé en 2001, à 24 ans, de l'Institut d'études politiques de Paris, il intègre l'ENA de Strasbourg (de 2002 à 2004) dans la promotion Léopold Sedar Senghor. Le classement final de cette promotion fut annulé à la suite d'un vice de forme. Cela n'a cependant aucune influence sur l'affectation d'Emmanuel Macron à l'Inspection des finances. Certains éléments de son parcours de formation font cependant l'objet de contradictions. Ainsi, Emmanuel Macron a prétendu avoir réalisé un mémoire sur l'intérêt général, en relation avec la philosophie du droit de Hegel, sous la direction d'Étienne Balibar. Pourtant, ce dernier n’en a pas le souvenir et ne trouve pas trace de cet avatar. De même, plusieurs articles biographiques indiquent sa condition de normalien, qui est en fait inexistante.

**Une bête politique ?**

L’engagement politique d’Emmanuel Macron est moins rectiligne que sa trajectoire de formation intellectuelle. C'est à sa grand-mère, principale de collège, dont les parents auraient été illettrés, qu'il doit selon lui son « engagement à gauche ». Il commence par militer au Mouvement des citoyens (MDC) pendant près de deux ans. Stéphane Le Floch, ancien membre de cette organisation, indique cependant qu'il n'est pas certain qu’il en avait la carte. Il vote bien pour Jean-Pierre Chevènement au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Il explique : « Autant la deuxième gauche m’a inspiré sur le social, autant je considère que son rapport à l’État reste très complexé. Je me suis toujours interrogé sur le rôle de l’État, et c’est pour cette raison que je me tourne, plus jeune, vers Jean-Pierre Chevènement ». En 2002, il considère que l’échec de Lionel Jospin et du PS s’explique notamment par l’incapacité de la gauche à tenir un discours de fermeté sur les questions de sécurité. Membre du PS à partir de l'âge de 24 ans, il y est actif, c'est-à-dire à jour de cotisation, de 2006 à 2009 . Il est proche de l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard depuis 2002. Il collabore également avec la fondation Jean-Jaurès à partir de 2006, année au cours de laquelle Il rencontre François Hollande, par l'intermédiaire de Jean-Pierre Jouyet, et s'engage à ses côtés à partir de 2010. Lors de l'élection présidentielle de 2007, il faisait partie du groupe « Les Gracques », composé d’anciens patrons et de hauts fonctionnaires, qui appelait à une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou. Il tenta ensuite d’obtenir du PS, une investiture aux élections législatives en Picardie. Les socialistes de cette région refusant de le désigner, il renonça à cette candidature. En 2011, il soutient François Hollande lors de la primaire présidentielle socialiste et cela avant même l'affaire du Sofitel, alors que Dominique Strauss-Kahn était en tête des sondages. De juillet à décembre 2011, il anima un cénacle d'experts et d'économistes, le groupe de la Rotonde, composé des économistes Philippe Aghion, Gilbert Cette et Elie Cohen, groupe qui rapporte alors tous les quinze jours au candidat Hollande les conclusions de ses réflexions. Précisons au passage que les trois économistes susnommés défendent aujourd’hui la loi El Khomri de réforme du droit du travail quand ils ne l’ont pas inspirée. En 2014, Emmanuel Macron se voit proposer une candidature dans sa ville natale pour les élections municipales. Il décline l'offre. C'est certainement en raison de cette absence de mandat électoral que François Hollande écarte l'idée de lui confier le ministère du Budget dans le premier gouvernement de Manuel Valls. Chez Emmanuel Macron l’engagement politique a donc des limites. Voilà un « homme de gauche » qui ne s’est jamais confronté aux suffrages de gauche.

**La préparation du casse du siècle**

On le sait, le diable est souvent tapi dans les détails. Allons l’y dénicher dans les méandres du parcours professionnel du prodige. En sortant de l'ENA, il intègre le corps de l'Inspection générale des Finances (IGF). Il participe notamment à des missions sur la « valorisation de la recherche », la « fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle », « la répartition des prélèvements obligatoires entre générations et la question de l'équité intergénérationnelle ».

En août 2007, il est nommé rapporteur adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française (« commission Attali »). En mars 2010, il sera nommé par décret membre de cette commission. Devenant banquier d'affaires En septembre 2008, il se met en disponibilité de la fonction publique, chez Rothschild & Cie. Recruté sur recommandation de Jacques Attali, il justifie ce « pantouflage » par l'échec de son engagement politique local et par l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. En 2010, il est promu associé au sein de la banque. En 2012, il est nommé gérant, et pilote l'une des plus grosses négociations de l'année (le rachat par Nestlé d'une filiale de Pfizer). Cette transaction évaluée à plus de neuf milliards d'euros lui permet de devenir millionnaire. François Henrot qui l’avait recruté laisse entendre qu’Emmanuel Macron « aurait été, s’il était resté dans le métier, un des meilleurs en France, sans doute même en Europe ». Entre décembre 2010, date de sa nomination comme associé gérant, et mai 2012, celle de son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron indique avoir gagné 2 millions d'euros brut ! Ayant réintégré la fonction publique, il devient en mai 2012 secrétaire général adjoint de l'Élysée en tandem avec Nicolas Revel. Il seconde le nouveau secrétaire général, Pierre-René Lemas. Il est notamment l'un des artisans, voire à l'origine du pacte de responsabilité et de solidarité et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). On sait aujourd’hui ce que les entreprises ont fait de ces dispositifs prometteurs !

**Tailler dans le vif…**

Le 26 août 2014, Emmanuel Macron est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls II en remplacement d'Arnaud Montebourg. Admiratifs, les médias n’ont pas manqué de remarquer qu’il devenait ainsi le plus jeune ministre de l’Économie depuis Valéry Giscard d'Estaing dans le premier gouvernement de Georges Pompidou en 1962. Il est alors qualifié d'« anti-Montebourg » et de « symbole » d'un virage social-libéral de l'exécutif. Il présente au mois de décembre 2014 au Conseil des ministres, le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, aussi appelé « loi Macron », qui a pour objectif de « déverrouiller l'économie française » en modifiant notamment la réglementation concernant le travail du dimanche, les professions réglementées, les transports et le permis de conduire, l'ouverture du marché (autocars par exemple) et la vie des entreprises et des salariés. Par peur de ne pas trouver de majorité sur ce texte, le gouvernement Valls II décide de ne pas faire voter cette réforme auprès des parlementaires et d'utiliser l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, pour la faire adopter. La croissance reste malgré cela proche de 0 % dans la première moitié de l'année 2015 et l'OCDE estime que les mesures d'Emmanuel Macron n'auront que très peu d'effets dans les dix prochaines années. Serait-ce dû à l’aspect « fourre-tout » de cette loi passée sous la barbe des parlementaires ?

**Trouver la vraie posture…**

Qualifié par certains observateurs de social-libéral ou de social-démocrate, perçu par d’autres comme appartenant franchement à l'aile droite du Parti socialiste, Emmanuel Macron plaide en faveur du rétablissement de l'équilibre des finances publiques et du libre jeu du marché, c'est-à-dire partisan d'une politique à l’image de celles menées par Clinton, Blair ou Schröder en leur temps et s'apparentant à « la troisième voie ». On le sait de plus séduit par les théories développées par le prix Nobel d’économie Jean Tirole, très soucieux de débusquer la moindre des « rigidités » des marchés entravant forcément la liberté d’agir des acteurs économiques. En octobre 2013, Emmanuel Macron déclare à Mediapart : « On ne peut plus présenter la gauche comme l’extension infinie des droits. […] L’idéologie de gauche classique ne permet pas de penser le réel tel qu’il est. Il nous manque des outils – il faut le reconnaître. La gauche n’a pas assez repensé ses objets. [...] Ce qu’on appelle de manière un peu vieillotte le « socialisme de l’offre », c’est faire attention à la répartition de la charge entre les différents acteurs de l’économie. […] Ce « socialisme de l’offre » suppose donc de revisiter un des réflexes de la gauche, selon lequel l’entreprise est le lieu de la lutte des classes et d’un désalignement profond d’intérêts. […] La gauche moderne est celle qui donne la possibilité aux individus de faire face, même aux coups durs. Elle ne peut plus raisonner en termes de statuts. La société statutaire où tout sera prévu va inexorablement disparaître. » A commencer par le statut de la fonction publique qu’il va bien falloir sans doute toiletter un de ces jours ! Dans une interview accordée au Point la veille de sa nomination comme ministre de l'Économie, il déclarait : « Nous pourrions autoriser les entreprises et les branches, dans le cadre d'accords majoritaires, à déroger aux règles de temps de travail et de rémunération. C'est déjà possible pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre à toutes les entreprises, à condition qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés ? » Matignon indique alors, pour freiner cet excès de précipitation, que le gouvernement « n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures », dont la modification éventuelle « relève de discussions entre partenaires sociaux » que l'exécutif « respectera ». Le ministre de l'Economie, à Davos en janvier dernier, s'est néanmoins fait de nouveau remarquer en estimant que le projet de loi porté par Myriam El-Khomri mettait "de facto" un terme aux 35 heures. Une provocation de plus? L'idée du ministre de l'Économie est toujours la même : pour relancer les embauches en CDI - près de 85 % des recrutements se font actuellement en CDD dans les entreprises – « il faut sécuriser en amont les procédures de rupture du contrat de travail. » Comme cela est joliment dit ! C’est sans doute sa façon de chanter la tyrolienne.

**Une certaine vision de la société**

Durant la campagne présidentielle, alors qu'il est plutôt favorable à la suppression de niches fiscales, il déclare discrètement au sujet de la proposition faite par François Hollande de taxer à 75 % la partie supérieure des très hauts revenus : « C'est Cuba sans le soleil ! »

Lorsque le ministre de l'Industrie Arnaud Montebourg tente de sauver les emplois menacés du site ArcelorMittal de Florange, il affirme que la « gauche romantique » doit ouvrir les yeux, et ajoute : « La gauche est censée changer le réel mais, compte tenu des contraintes, changer le réel sera compliqué. » Début janvier 2015, Emmanuel Macron donne une interview au journal Les Échos, dans laquelle il déclare : « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires. » Cette prise de position déclencha la réprobation du premier secrétaire du PS, qui déclara : « L'appât du gain, des milliardaires… c'est pas tout à fait ma tasse de thé. » Plus récemment Emmanuel Macron a déclaré : "La vie d'un entrepreneur est souvent plus dure que celle d'un salarié" Cette petite phrase prononcée par le ministre de l'Economie sur BFMTV a beaucoup été commentée. Emmanuel Macron explique que l'entrepreneur "peut tout perdre, lui" et qu'il a "moins de garanties". Moins de garanties sans doute que les ouvrières des coopératives agro-alimentaires bretonnes que le ministre déclare inemployables car « illettrées pour la plupart ». Une belle posture de gauche, assurément ! Une posture tout droit sortie du réel tel que le voit Emmanuel Macron et tel que la Gauche ancrée dans l’Histoire ne l’avait encore jamais vu.

Au terme de ce voyage en Macronésie, archipel complexe de vielles idées grossièrement recyclées sous une apparence de modernité, il semble que la France ne se dirige pas vers le pacifisme social. L’appel au dialogue social par le renforcement des prérogatives patronales et l’affaiblissement des droits des salariés tels qu’ils s’inscrivent dans la loi El Khomri, déjà rebaptisée loi Macron 2, ne saurait faire illusion. La casse sociale est plus que jamais ouverte. Elle sera funestement le tombeau de la gauche de façade.

*Le blog de Yann Fiévet : www .yanninfo.fr*

* Nouvelles Courtes

*Par Hervé Mesdon*

**Histoire de Rose**

Août 2008, 18h au Gîte des Monges : la vie reprenait vie. Casseroles, marmites, chaudrons, poêles, assiettes recommençaient à faire leurs gammes, se préparant au concert qu’orchestrerait Max d’ici deux heures quand tous seraient attablés. Le torrent presque à sec en ce mois d’août, s’épuisait, rigolant de roche en roche à essayer de faire croire qu’il était encore un torrent. Retour de leurs rêves d’herbes, de caillasses, d’à-pics effrayants, de soleils lourds, d’ombres bienfaisantes, des randonneurs fourbus et poussiéreux, s’étant pour quelques jours transplantés ici du terreau douillet des villes dans la terre rare des éboulis, s’affalaient sur les bancs au bord du torrent.

Assis devant le gîte, je les regardais rentrer. J’étais là depuis une semaine. Leurs rêves à ceux-là n’étaient plus les miens, je faisais avec les récits de leurs exploits, avec leurs yeux émerveillés, avec le souvenir de mes courses anciennes. Pour moi, d’autres plaisirs avaient pris le relais : le rosé, les chèvres chauds de Max, le sourire de Lucile, la serveuse, les tartes de Nanou, les rapaces suivis à la jumelle, la crête de Geruen et ses rocs trembleurs dans les lumières du couchant.

Rose, elle, avait été parmi les premières à rentrer. Elle avait depuis fait une sieste sur une pierre plate et chaude baignée dans des bruits d’eau et là maintenant elle venait de s’installer sur la terrasse à deux tables de la mienne. Devant elle, le ricard que la serveuse venait de lui apporter. « Appelez moi Rose, tout le monde m’appelle Rose, appelez moi Rose, voyons ! » Elle prit dans les siennes la main de la serveuse, la regarda, la caressa, la pressa, leva les yeux vers elle et lui sourit. « Savez-vous qu’Alexis a des mains presque aussi fines que les vôtres ? » Puis finalement elle lâcha la main de Lucile, y laissant une pièce de deux euros. « Ne protestez pas, vous êtes si gentille avec moi. Plus de trente ans qu’on est venu ici pour la première fois, Alexis et moi, alors on les connaît ces montagnes, j’ vous prie de croire, comme nos poches qu’on les connaît ». Une gorgée de ricard : « le ricard j’aime pas trop, c’est pour Alexis vous comprenez, pour lui que j’ fais un effort, vous m’apporterez un kir tout à l’heure, je préfère ». « On n’était plus venu depuis cinq ans, ça n’était plus ça au gîte vous comprenez, ça s’était trop dégradé. La fiesta, vous comprenez, les anciens patrons, des fiestas à n’en plus finir qu’ils faisaient. C’est pas comme ça qu’on tient une boutique pareille, vous comprenez, ils laissaient tout filer. Quand on a appris que c’était de nouveaux propriétaires, on a décidé de revenir. On est vraiment content, vraiment ».

C’est la veille dans l’après-midi que Rose était arrivée au gîte. Elle avait réservé pour deux personnes. Elle avait dit en arrivant : « Alexis viendra plus tard ». Elle avait déposé son sac dans la chambre. Elle s’était promenée un peu et puis ricard sur la terrasse comme aujourd’hui. Repas du soir et avant de regagner sa chambre elle avait demandé à Max qu’on la réveille à sept heures et qu’on lui prépare un pique-nique pour deux : « Alexis me rejoindra sûrement dans la matinée… et vous pouvez rajouter une petite fiole de ricard, ça lui fera plaisir ».

Au matin, bob, sac à dos, bermuda lacé juste au-dessus du genou, mollet sec, doré et nerveux, Max et moi peu avant neuf heures avions vu Rose disparaître sur le chemin qui mène à Feissal. « Sacrée bonne femme, hein, elle doit bien avoir soixante quinze balais » a dit Max. « Je lui ai préparé une gourde de rosé et bonne dose de ricard ». Maintenant, ricard bu, Rose s’était fait servir un kir, « à la mûre » avait-elle précisé à Lucile. Au bout d’un moment, se tournant vers moi: « Monsieur, feriez-vous une partie de scrabble ? » Pourquoi pas. Me voilà donc installé en face de Rose.

- Appelez-moi Rose, tout le monde m’appelle Rose !

- Moi c’est Hervé.

- C’est vous qui marquerez les points.

Manifestement mon nom à moi elle s’en fichait, que moi je l’appelle Rose, ça suffirait bien.

- Prendrez-vous un ricard ? Sans attendre ma réponse : « Lucile, vous apporterez un ricard à monsieur ». Rose commença la partie : VOYEZ – 72 points, pas une débutante. S’appuyant sur son Z, je posai : CHANTEZ – 42 points ; « Je sens que la partie va être rude » dit Rose. Au bout d’une dizaine de coups, je menais de 30 points. Rose légèrement excédée : « comme d’habitude quand tu mènes, tu bouches le jeu ». Quatre tours plus tard, Rose m’avait rejoint au score. Je posai alors, avec blanc pour le R : ATTITREE accroché au T de PLANT, petit scrabble : 68 points. Rose sourit : « tu vas pas l’emporter au paradis, Alexis » et avec l’autre blanc pour le N et se servant du A de ATTITREE qui baillait seul en bout de ligne ouvrant tout l’espace encore libre sur le plateau, elle joua : KERATINE – 87 points.

-Rose, moi c’est Hervé, pas Alexis.

-J’ me comprends, marque moi 87 points en attendant.

Encore trois tours chacun et Rose finalement l’emporta de 12 points : « Vraiment serré, c’est un vrai plaisir de jouer avec vous, vous auriez aussi bien pu être le vainqueur, je vous remercie ». Pendant le repas je remarquai que Rose parlait droit devant elle aux arbres, aux guêpes, aux nuages. Je demandai à Lucile qui venait de me servir son sauté de veau aux bettes et à l’estragon : « qu’est-ce qu’elle raconte ? » -Elle parle à Alexis, elle lui dit qu’il ne devrait pas hésiter à revenir, que c’est à nouveau très bien. Ce soir là j’eus du mal à m’endormir, cet Alexis qui me tournait en tête.

Le matin suivant Rose dit à Max : « aujourd’hui, par le Col de Fombelle, on fera la crête de Geruen ». - Prenez garde aux patous, y en a des mauvais dans c’ coin là, une femme s’est fait bouffer le mollet l’autre jour. - Oh avec Alexis je ne risque rien, il sait y faire avec les patous, il faut leur montrer qu’on ne les craint pas et ne pas s’approcher de leur troupeau. Ce soir là, Rose fit servir en même temps le kir et le ricard. « Je vous accorde votre revanche, venez, votre ricard est servi ».Tout au long de la partie Rose ne fut pas avare de commentaires. Surprise : « Alexis, tout d’ même, tu fais 25 points avec ton X, moi j’ l’aurais gardé ». Amusée : « Et sur ton A, je fais KA deux fois, 64 points ». Impatiente : « Tu en mets du temps pour jouer, tu sais Alexis, en compétition ça ne pass’rait pas ! » Rieuse : « Tu ne m’en voudras pas Alexis, mais je fais encore un scrabble ». Près de 100 points d’écart, elle enleva la partie haut la main : « pour votre revanche, vous repasserez ». « Si je vous appelle Alexis c’est parce qu’il ne veut pas redescendre avec moi, vous comprenez. Aujourd’hui il m’attendait près du Col de Fombelle, demain nous avons rendez-vous au cirque de Costebelle, je ne désespère pas de le décider. Vous n’imaginez pas ce que c’était ici il y a trente ans. Chevreaux, chevrettes cabriolant et partant dans la montagne et repartant. Le soir on s’écroulait de fatigue et de sommeil. On aurait dormi le nez accroché à un clou. Dans ces années soixante-dix, Alexis et moi on était un rien trop vieux pour avoir été des soixante-huitards, un rien trop jeunes pour ne pas avoir souhaité l’être. Alors chaque été on venait courir les monts, jouer à avoir tout quitté pour vivre en sauvages, s’épuiser de nuits étoilées, se gaver de matins bleus, vous comprenez ».

Des jours avaient coulé et les yeux de Rose coulant avec eux jour par-dessus jour s’étaient assombris. J’en étais à ma énième défaite contre Rose qui au fur et à mesure qu’elle s’assombrissait jouait de mieux en mieux. Elle demandait bien encore la fiole de ricard pour Alexis quand elle commandait son pique-nique, elle faisait encore chaque soir servir un ricard pour moi, mais à table elle ne s’adressait plus ni aux oiseaux, ni au ciel, ni à Alexis et les parties de scrabble, à force de silence étaient devenues sinistres.

Ce jour là, comme tous les quinze jours, trois semaines, le maire était venu à la fraîche s’attabler au gîte, histoire de voir si les affaires tournaient bien tout en sirotant un martini. Comme il disait à Max : « le gîte il faut que ça marche tu comprends, il n’y a plus que ça de vivant au village ». Il s’était assis près de moi et me commentait la dernière attaque du loup du côté de Baudinard : « un vrai carnage ». Il s’arrêta net : « mais… mais ça s’rait pas Rose là-bas près du torrent, Rose qui nous serait revenue dis donc ? » « Rose ! Quelle histoire ! Vous la connaissez pas bien sûr l’histoire de Rose. Ça s’est passé en… en 90 … oui c’est ça, en 90, l’année de la foudre sur l’église, un été pourri jusqu’au trognon, un été qu’on aurait cru que tous les nuages de la création s’étaient donné rendez-vous au-dessus de chez nous. Rose et Alexis étaient là et rien ne les aurait empêchés de partir chaque matin. Ce matin là, comme d’habitude, ils ont chaussé les gros godillots, sacs à dos et en route. Dans l’après-midi Rose est rentrée seule, couverte de boue, écorchée de partout, les yeux exorbités. Elle était comme folle. Impossible de lui faire dire où ils étaient allés, ce qui était arrivé. Elle criait, elle pleurait : « faut monter le chercher, faut monter le chercher ». Au bout de deux jours on a retrouvé le corps d’Alexis au pied de la falaise de Geruen. Pendant des années elle a continué à venir tous les étés, seule. Et puis depuis quatre ou cinq ans on ne l’avait pas revue. A l’époque elle faisait comme si Alexis était avec elle ».

- Elle le fait toujours.

- Elle le fait toujours ? Elle part toujours avec la fiole de ricard ?

- Oui, mais à mon avis elle y croit de moins en moins.

Un peu plus tard, Rose vint s’asseoir en face de moi: « je ne vous propose pas un scrabble, je n’ai pas le cœur à ça, peut-être voudriez-vous autre chose qu’un ricard, Hervé? » C’était la première fois qu’elle m’appelait par mon prénom. « Trois jours qu’Alexis ne m’a pas rejointe là-haut… je crois qu’il est mort pour de bon cette fois… je ne suis pas triste vraiment… non… inquiète pour lui seulement… un peu vide aussi… mais pas triste, soulagée presque »

- Je prendrais bien un ricard, Rose.

- Ah vous êtes gentil.

Le lendemain Rose fit venir un taxi elle fit ses adieux à tout le monde: « Je ne sais pas si je reviendrai voyez-vous… maintenant qu’Alexis est mort ».

12 août 2009, 18 heures Gîte des Monges, une femme d’une quarantaine d’années, une fillette de dix ans : « Madame Charpenton, j’ai réservé pour moi et ma fille. Vous vous souvenez de Rose ? Je dois vous remettre ceci de la part de Rose ». Elle remit à Max une photo dans un cadre de bois doré : face au Gîte des Monges, un homme et une femme posaient en riant. « Ce sont mes parents, Rose et Alexis en 73 ou 74, Rose est morte en juin et elle m’a dit que vous comprendriez. Dans le coffre de ma voiture j’ai son urne funéraire. Je dois demain disperser ses cendres du haut de la crête de Geruen ». Dites, qu’est-ce qu’elle a été ?

* François le Mol : les Pieds dans la Bouse …

*Par Claude Soufflet*

Le temps était venu pour François le mol de reprendre en main sérieusement les manettes du pouvoir et de montrer à son premier ministre qui était vraiment le chef de l’exécutif … Manuel l’autoritaire se croyait tout permis, agissait sans rendre de comptes et parlait sans détours. Sa dernière initiative, après le départ prévisible de Christiane la rebelle, avait été de forcer la main du Président en faisant nommer un de ses proches au ministère de la justice. La situation ne pouvait plus durer, François le mol passait pour un faible et les médias gaussaient déjà sur sa non candidature à la prochaine échéance présidentielle. Cette impression d’impuissance s ‘était renforcée depuis que quelques personnalités de la société civile avaient relancé cette malencontreuse idée de primaire à gauche.

François le mol décida de remanier, à sa main, le gouvernement ; il procéda à un étonnant essorage politicien en faisant partir quelques têtes de mule et les invisibles pour les remplacer par des affidés ou des insignifiants … Il donna à croire qu’il étoffait sa majorité en appelant à ses côtés trois écologistes dont la première d’entre eux : Emmanuelle la verdâtre qui effectua, pour l’occasion, un ahurissant changement de pied, digne d’un politicard de la IVe République. Les deux autres n’étaient que des faire valoir et totalement démonétisés depuis le temps qu’ils aspiraient à devenir ministres. Autre arrivée, celle de Jean-Mi du Midi qui rongeait son frein depuis des mois ( voire des années ) et qui apportait dans sa corbeille de nouveau promu, la presse dominante du grand sud-ouest ! Un départ prévu, celui de Laurent le chauve pour la Cour suprême où il aurait, sans aucun doute, un grand plaisir à retrouver son rival de toujours, Tonton Lionel. La surprise concoctée par François le mol, qui avait toujours un tour dans son sac à malices fut, évidemment, le retour de Jean-Marc, le grand lu de Nantes, celui-là même qui avait été remercié pour insuffisance deux ans plus tôt à l’initiative d’un trio de comploteurs composé de Benoit, Arnaud et … Manuel le bien nommé !

Après toutes ces combinaisons où personne ne voyait l’intérêt, sinon un méli mélo tactique, François le mol, accompagné de son grand fol de Stéphane, se rendit à la grande braderie annuelle agricole. Dans ce forum contestataire, le succès était assuré ! Insultes, jurons, propos nauséabonds, attaques ad hominem, tout y passa … Son beau costume échappa de justesse aux pires déjections … Les escarpins n’eurent pas la même chance !

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, RenéLenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Arnaud de Morgny de Maeyer, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers, Paul Vincent, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Bonus : Les affiches (et photos) détournées de Patrick Mignard





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !